

AVANT-PROJET DE DÉCRET PORTANT ASSENTIMENT À L'ACCORD DE COOPERATION DU XX/XX/XXXX ENTRE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE, LA COMMUNAUTE FLAMANDE, LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE ET LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE LA REGION DE BRUXELLES - CAPITALE RELATIF A LA CLASSIFICATION DES FILMS DIFFUSES DANS LES SALLES DE CINEMA BELGES

Le Gouvernement de la Communauté française,

Sur proposition de la Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,

Après délibération,

ARRÊTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance est chargée de présenter au Parlement de la Communauté française le projet de décret dont la teneur suit :

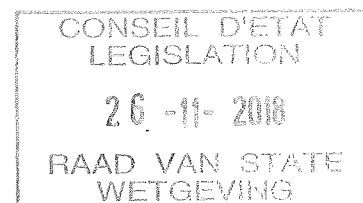
Article 1er.

Assentiment est donné à l'accord de coopération du xx/xx/xxxx entre la Communauté Française, la Communauté flamande, la Communauté germanophone et la Commission Communautaire Commune de la Région de Bruxelles - Capitale relatif à la classification des films diffusés dans les salles de cinéma belges.

Article 2.

64819 / VR

Cet accord de coopération est annexé au présent décret.



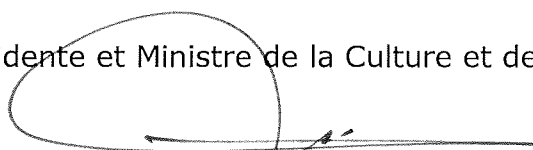
Bruxelles, le

Pour le Gouvernement de la Communauté française,

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,

Rudy DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,


Alda GREOLI

**AVANT-PROJET DE DÉCRET PORTANT ASSENTIMENT À L'ACCORD DE
COOPERATION DU XX/XX/XXXX ENTRE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE,
LA COMMUNAUTE FLAMANDE, LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE ET LA
COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE LA REGION DE
BRUXELLES - CAPITALE RELATIF A LA CLASSIFICATION DES FILMS
DIFFUSES DANS LES SALLES DE CINEMA BELGES**

Exposé des motifs

1. Contexte institutionnel et législatif

Le contrôle des films est réglementé par la loi fédérale du 1er septembre 1920 interdisant l'entrée des salles de spectacles cinématographiques aux mineurs âgés de moins de 16 ans.

Le 1er juillet 2014, la compétence en matière de contrôle des films a été transférée aux Communautés. La Commission communautaire commune est compétente pour les complexes cinématographiques situés sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale étant donné qu'ils ne peuvent, en raison de leur organisation, se rattacher exclusivement à une communauté.

La réglementation en matière de contrôle des films est jugée, depuis de nombreuses années par le secteur professionnel, totalement inadaptée aux évolutions technologiques et impraticable, notamment pour les raisons suivantes :

- la loi prévoit une interdiction générale d'accès des cinémas aux enfants de moins de 16 ans, sauf exception pour les films dont la commission de contrôle des films a estimé qu'ils peuvent être vus par ces mineurs ; ce système implique par conséquent un visionnement *a priori* de tous les films même ceux spécifiquement destinés au jeune public, soit une moyenne de 6 films par semaine ;
- l'achat des billets par Internet ou à des caisses automatiques rend le contrôle de l'âge impossible ;
- le contrôle des billets s'effectue à l'entrée du complexe cinématographique et, une fois à l'intérieur, le spectateur peut choisir une autre salle que celle qui figure sur son billet ;
- les plaintes sont rares alors que le système reste assez lourd en termes de gestion.

Après de nombreuses réunions de préparation dont une journée d'étude en octobre 2015, (réunissant des représentants des distributeurs, des exploitants de

**AVANT-PROJET DE DÉCRET PORTANT ASSENTIMENT À L'ACCORD DE
COOPERATION DU XX/XX/XXXX ENTRE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE,
LA COMMUNAUTE FLAMANDE, LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE ET LA
COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE LA REGION DE
BRUXELLES - CAPITALE RELATIF A LA CLASSIFICATION DES FILMS
DIFFUSES DANS LES SALLES DE CINEMA BELGES**

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1^{er}. Cet article n'appelle pas de commentaire particulier.

Article 2. Cet article n'appelle pas de commentaire particulier.

ACCORD DE COOPÉRATION ENTRE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE, LA COMMUNAUTÉ FLAMANDE, LA COMMUNAUTÉ GERMANOPHONE ET LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE RELATIF À LA CLASSIFICATION DES FILMS DIFFUSÉS DANS LES SALLES DE CINÉMA BELGES

Vu les articles 127, 128 et 130 de la Constitution ;

Vu la loi du 1^{er} septembre 1920 interdisant l'entrée des salles de spectacle cinématographique aux mineurs âgés de moins de 16 ans ;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 5, § 1^{er}, V, inséré par la loi spéciale du 6 janvier 2014 relative à la Sixième Réforme de l'État, et l'article 92 bis, § 1^{er}, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993 ;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, l'article 63, modifié par la loi spéciale du 5 mai 1993 ;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, l'article 4, modifié par la loi du 20 mars 2007, et l'article 55 bis, inséré par la loi du 18 juillet 1990 et remplacé par la loi du 5 mai 1993 ;

Vu l'accord de coopération entre la Communauté française, la Communauté flamande, la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant création, composition et règlement de fonctionnement de la Commission intercommunautaire de contrôle des films du 27 décembre 1990 ;

Vu l'accord de coopération modifiant l'accord de coopération du 27 décembre 1990 entre la Communauté française, la Communauté flamande, la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant création, composition et règlement de fonctionnement de la Commission intercommunautaire de contrôle des films du 3 octobre 2001 ;

Considérant que pour arriver à un règlement transparent et efficace pour la protection des mineurs contre les contenus inadéquats au cinéma, il est souhaitable de régler la classification des productions audiovisuelles d'une manière harmonieuse ;

La Communauté flamande, représentée par le Gouvernement flamand, en la personne du Ministre-Président Geert Bourgeois et en la personne du Ministre flamand de la Culture, de la Jeunesse, des Médias et de Bruxelles, Sven Gatz ;

La Communauté française, représentée par le Gouvernement de la Communauté française, en la personne du Ministre-Président Rudy-Demotte et en la personne de la Ministre Alda Greoli, Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance ;

La Communauté germanophone, représentée par le Gouvernement de la Communauté germanophone,

en la personne du Ministre-Président Olivier Paasch et en la personne de la Ministre Isabelle Weykmans, du Vice Ministre-Président et du Ministre de la Culture, de l'Emploi et du Tourisme ;

La Commission communautaire commune, représentée par le Président du Collège réuni, compétent pour la coordination de la politique et du Collège réuni, Rudi Vervoort, et par les membres du Collège réuni compétents pour la politique en matière d'Aide aux personnes, les Prestations familiales et le Contrôle des films, Céline Fremault et Pascal Smet ;

Les parties ont convenu ce qui suit :

Chapitre I^{er} : Dispositions générales et définitions

Article 1^{er}

Pour l'application du présent accord, on entend par :

1° Offreur : la personne physique ou morale qui offre un film à un cinéma belge aux fins de sa présentation. Il s'agit souvent du distributeur, exceptionnellement il s'agit du producteur ;

2° Cinéma belge : tout établissement en Belgique dans lequel des projections publiques de films sont organisées gratuitement ou contre paiement ;

3° Autorités compétentes : les ministres qui ont signé le présent accord ;

4° Administrations compétentes : les administrations des autorités compétentes ;

5° Exploitant de cinéma : la personne physique ou morale qui exploite un cinéma ;

6° Classification : résultat du classement d'un film, comportant une classification par âge et une ou plusieurs classifications par contenu, qui indique, sous la forme d'une recommandation, si le film classifié est approprié ou inapproprié au développement corporel, spirituel et moral des mineurs ;

7° Système de classification : le système et la méthodologie qui sont utilisés pour arriver à une classification ;

8° Distributeur : il s'agit de la personne physique ou morale qui possède les droits d'une production audiovisuelle pour le territoire belge ou pour une partie de celui-ci, en vue de sa commercialisation via les salles de cinéma ;

9° Film : série d'enregistrements filmiques qui forment une image en mouvement conçu comme un programme principal pour présentation dans un cinéma, dont notamment un film de fiction, un film d'animation ou un film documentaire ;

10° Classification selon le contenu : catégorie selon le contenu qui, en tant que résultat de la classification d'un film, donne une indication sur la nature du contenu qui peut être inapproprié au développement des mineurs. Il peut s'agir de, par exemple : la violence, la peur, le sexe et la sexualité ou la drogue et l'abus d'alcool, l'utilisation grossière de la langue, la discrimination. Cette classification constitue une recommandation ;

11° Classification selon l'âge : catégorie selon l'âge qui, en tant que résultat de la classification d'un film, indique à partir de quel âge on peut regarder un film classifié. Cette classification constitue une recommandation ;

12° Producteur : la personne physique ou morale qui collecte les moyens financiers, le personnel et tous les éléments nécessaires en vue de la réalisation d'un film ;

13° Bande-annonce : une préannonce (teaser) d'un film.

Chapitre II : La classification des films selon un système de classification uniforme

Article 2

§ 1^{er}. Les parties conviennent d'utiliser le système de classification 'Kijkwijzer' pour chaque film qui est diffusé pour la première fois dans un cinéma belge. Ce système de classification conduit à une classification selon l'âge et des classifications selon le contenu. Le système de classification compte au moins quatre classifications selon l'âge et au moins quatre classifications selon le contenu.

§ 2. Si le système de classification 'Kijkwijzer' cesse d'exister, les parties conviennent d'utiliser un même système de classification, qui entraîne l'utilisation d'au moins quatre classifications selon l'âge et quatre classifications selon le contenu. Les parties peuvent faire développer par et/ou acheter un système de classification électronique auprès d'une personne physique ou morale.

§ 3. Tous les films diffusés pour la première fois dans un cinéma belge sont classifiés selon le système de classification visé dans le présent article.

§ 4. Les films qui, en Belgique, ne sont diffusés que lors d'un festival du cinéma ne doivent exceptionnellement pas être classifiés. Les parties encouragent les festivals de films à classer les films qui sont uniquement diffusés en Belgique lors d'un festival du cinéma, en utilisant les mêmes classifications selon l'âge et selon le contenu utilisées dans le système de classification tel que visé dans le présent article.

Article 3

§ 1^{er}. Une commission d'experts temporaire examinera si, et si elles s'appliquent, quelles modifications au système de classification 'Kijkwijzer' sont souhaitables, en vue des spécificités belges au niveau culturel et scientifique.

§ 2. La commission d'experts émettra un avis non-contraignant au comité de pilotage visé à l'article 12, et ce, au plus tard 12 mois après le démarrage d'une période d'essai au cours de laquelle le système de classification 'Kijkwijzer' aura été appliqué. Le comité de pilotage émet un rapport concernant cet avis aux autorités compétentes.

§ 3. Chaque autorité compétente désigne, en concertation avec les autres autorités compétentes, au maximum trois experts. Il peut s'agir de l'expertise suivante : psychologie des enfants, pédagogie, droits de l'enfant, droit des médias, philosophie de la culture, philosophie de la morale ou autres spécialistes de l'enfance et de la jeunesse.

Article 4

§ 1^{er}. L'offreur d'un film qui est diffusé pour la première fois dans un cinéma belge, classe le film selon le système de classification visé à l'article 2.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, le secrétariat pour la classification des films visé à l'article 7, peut, dans des cas exceptionnels, à la demande de l'offreur, assumer la classification d'un film concret.

Chapitre III : Bandes-annonces

Article 5

§ 1^{er}. Une bande-annonce d'un film reçoit automatiquement la même classification que le film auquel elle se rapporte. Si le film auquel se rapporte la bande-annonce n'est pas encore classifié, la bande-annonce sera classifiée séparément selon le système de classification tel que visé à l'article 2. Lorsqu'après la classification du film, il s'avère que le film a une classification selon l'âge plus élevée que la bande-annonce, la classification selon l'âge et la classification selon le contenu sont adaptées à la classification du film.

§ 2. L'exploitant de cinéma veille à ce que la classification d'une bande-annonce selon l'âge ne dépasse pas la classification du film selon l'âge précédant la bande-annonce.

Chapitre IV : Communication de la classification

Article 6

§ 1^{er}. La classification peut être consultée de façon publique via un site Internet.

§ 2. L'offreur et l'exploitant de cinéma communiquent la classification, conformément au règlement visé à l'article 11.

§ 3. Toutes les mentions de la classification par l'offreur et l'exploitant de cinéma se font toujours de la manière prescrite par le secrétariat pour la classification des films, conformément au règlement visé à l'article 11.

Chapitre V : Secrétariat pour la classification des films

Article 7

§ 1^{er}. La Communauté flamande se charge du secrétariat pour la classification des films et désigne, à cet effet, le personnel nécessaire .

§ 2. Le secrétariat pour la classification des films se charge : du suivi de la classification des films; du suivi du traitement des plaintes; du secrétariat de la commission des plaintes; de la convocation du comité de pilotage conformément à l'article 12; des contacts avec le propriétaire de 'Kijkwijzer'...

Chapitre VI : Traitement des plaintes

Article 8

§ 1^{er}. Le secrétariat pour la classification des films visé à l'article 7, est compétent pour traiter lui-même une plainte via la médiation dans un délai de quatre jours ouvrables après que la plainte a été introduite.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, le secrétariat pour la classification des films ne peut jamais traiter lui-même les plaintes qui concernent les aspects suivants :

- une plainte relative à la classification effectuée par le secrétariat pour la classification des films;
- une plainte où il est question d'une telle répétition de transgressions similaires dans le chef du prévenu;
- une plainte relative au fait qu'une production n'est sciemment pas classifiée.

Ces plaintes sont traitées par la commission des plaintes, visée à l'article 9.

§ 3. Si le plaignant n'est pas satisfait de la réponse du secrétariat pour la classification des films, la plainte est traitée par la commission des plaintes.

Article 9

§ 1^{er}. Les parties créent ensemble une commission des plaintes, qui a pour mission de traiter les plaintes introduites.

§ 2. La commission des plaintes se compose de 18 membres et est composée d'experts de la protection de la jeunesse, d'experts en psychologie de l'enfant et de la jeunesse, de juristes, magistrats ou représentants de la société civile comme par exemple la ligue des familles, les enseignants, ...

§ 3. Les gouvernements de la Communauté française et de la Communauté flamande désignent chacun sept membres. Le Gouvernement de la Communauté germanophone et le Collège Réuni de la Commission communautaire commune désignent chacun deux membres. Les membres sont nommés pour un délai de trois ans, renouvelable.

Article 10

§ 1^{er}. Toute plainte est traitée par au moins 3 membres de la commission, en respectant dans la mesure du possible la diversité linguistique et la diversité de genre.

§ 2. La plainte est traitée dans un délai de maximum cinq jours ouvrables après sa transmission à la commission des plaintes.

§ 3. Le prévenu peut, dans un délai clairement fixé dans le règlement visé à l'article 11, introduire un document justificatif écrit pour sa défense auprès du secrétariat pour la classification des films.

§ 4. Si nécessaire, et sur demande motivée de la commission des plaintes ou du prévenu, le secrétariat pour la classification des films peut prolonger les délais pour le traitement des plaintes et pour le document justificatif de défense.

§ 5. Plus d'informations sur les modalités et les procédures relatives au traitement des plaintes se trouvent dans le règlement visé à l'article 11 et peuvent être consultées publiquement.

§ 6. En cas de non-respect du règlement visé à l'article 11 et d'une mauvaise classification, la commission des plaintes peut imposer des sanctions, telles que visées dans le règlement.

Chapitre VII : Règlement

Article 11

§ 1^{er}. Le règlement obligatoire, repris en annexe, fixe les modalités de classification des films diffusés dans les cinémas belges. Le traitement des plaintes fait partie intégrante de ce règlement.

§ 2. Les modifications de ce règlement sont proposées par le groupe de pilotage visé à l'article 12, et approuvées par chaque autorité compétente.

Chapitre VIII : Comité de pilotage

Article 12

§ 1^{er}. Les parties créent ensemble un comité de pilotage, composé d'un représentant de chaque administration compétente.

§ 2. Le comité de pilotage

- 1° surveille la mise en œuvre du présent accord de coopération ;
- 2° propose les adaptations nécessaires de l'accord de coopération ;
- 3° peut proposer des adaptations du règlement visé à l'article 11 aux autorités compétentes ;
- 4° indique quand il est souhaitable d'apporter des modifications au système de classification, et
- 5° assume l'évaluation générale visée à l'article 13.

§ 3. Le comité de pilotage est convoqué au moins une fois par an à l'initiative du secrétariat pour la classification des films. Les membres du comité de pilotage peuvent également convoquer le comité de pilotage.

Chapitre IX : Évaluation

Article 13

Deux années entières après l'entrée en vigueur d'un nouveau système de classification, il y aura une évaluation générale du système de classification proposant des recommandations, de son application et du présent accord de coopération.

Chapitre X : Financement

Article 14

§ 1^{er}. La détermination de la contribution pour le financement de la classification des films se fait sur la base de deux critères. Cinquante pour cent du coût total de la classification des films s'effectue sur la base du nombre d'habitants, et cinquante pour cent du coût total de la classification des films s'effectue sur la base du nombre de salles de cinéma. Pour le lancement, les contributions sont fixées sur la base des chiffres officiels, connus au moment de la signature du présent accord. Les contributions futures seront fixées sur la base des chiffres officiels connus à la date de l'année de paiement.

§ 2. La Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale paient chaque année un acompte à la Communauté flamande pour le 31 mars, sur la base d'une requête en paiement avec une estimation du coût annuel. Le montant restant est payé sur la base d'une requête en paiement avec un calcul du coût définitif.

Chapitre XI : Position d'exception de la Communauté germanophone

Article 15

Le système de classification allemand sera appliqué aux films allemands et aux films doublés en allemand. Le système de classification, tel que visé à l'article 2, sera appliqué aux films produits ou doublés dans une autre langue que l'allemand, et qui sont distribués par un distributeur belge.

Chapitre XII : Possibilité d'extension à d'autres médias

Article 16

§ 1^{er}. Lorsqu'une autorité compétente souhaite étendre le système de classification à des organismes de radiodiffusion linéaires et non linéaires ou vers d'autres médias éventuels, celle-ci peut le faire.

§ 2. Si les autres parties l'estiment souhaitable, les accords de financement peuvent être reconsidérés.

Chapitre XIII : Règlement des litiges

Article 17

Les litiges nés entre les parties contractantes concernant l'interprétation et l'exécution du présent accord sont tranchés par une juridiction telle que visée à l'article 92bis, §§ 5 et 6, de la Loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Chapitre XIV : Résiliation, entrée en vigueur et champ d'application

Article 18

§ 1^{er}. La loi du 1^{er} septembre 1920 interdisant l'entrée des salles de spectacle cinématographique aux mineurs âgés de moins de 16 ans est abrogée six mois après la publication du dernier acte d'assentiment au Moniteur belge.

§ 2. L'accord de coopération entre la Communauté française, la Communauté flamande, la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant création, composition et règlement de fonctionnement de la Commission intercommunautaire de contrôle des films du 27 décembre 1990 est abrogé à partir de l'entrée en vigueur du présent accord de coopération.

Article 19

§ 1^{er}. Le présent accord de coopération entre en vigueur le jour de la publication du dernier acte d'assentiment au Moniteur belge, à l'exception de l'article 18, § 1^{er}, qui entre en vigueur 6 mois après la publication du dernier acte d'assentiment au Moniteur belge.

§ 2. Le présent accord de coopération s'applique à tous les films qui remplissent deux des critères suivants:

1° tous les films qui sont diffusés pour la première fois dans un cinéma belge après l'entrée en vigueur du présent accord ;

2° tous les films qui sont programmés dans un cinéma belge 6 mois après l'entrée en vigueur du présent accord.

§ 3. Les parties conviennent, après l'entrée en vigueur du présent accord, de commencer immédiatement les préparations visant à rendre le système de classification opérationnel.

Article 20

Le présent accord de coopération est conclu pour une période de deux ans, à compter de 6 mois après la publication du dernier acte d'assentiment au Moniteur belge. Il est renouvelable pour une période de deux ans via prolongation tacite, sauf résiliation par l'une des parties par notification écrite à toutes les autorités compétentes, six mois avant l'expiration de la période de deux ans. Dans ce cas, l'accord reste contraignant pour les autres parties.

Fait à Bruxelles, le en cinq exemplaires originaux, en français, en néerlandais et en allemand, dont chaque partie reçoit un exemplaire.

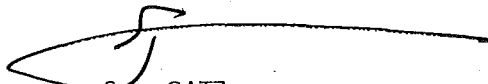
Pour la Communauté flamande :

Le Ministre-Président



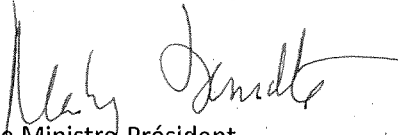
Geert BOURGEOIS ;

Le Ministre flamand de la Culture, des Médias, de la Jeunesse et des affaires bruxelloises



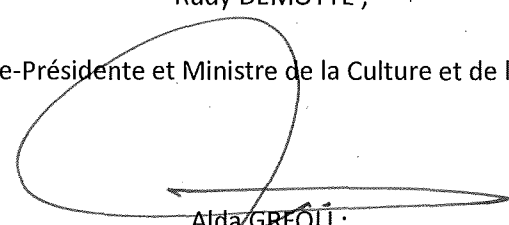
Sven GATZ ;

Pour la Communauté française :



Le Ministre-Président
Rudy DEMOTTE ;

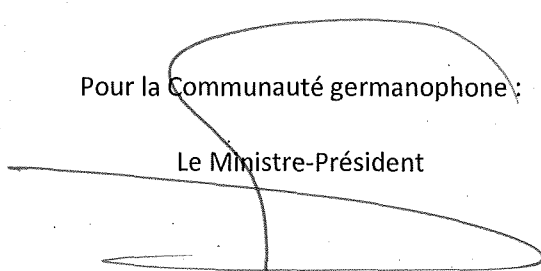
La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance



Alda GREOLI ;

07 NOV. 2018

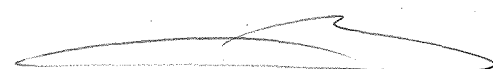
Pour la Communauté germanophone :



Le Ministre-Président

Olivier PAASCH

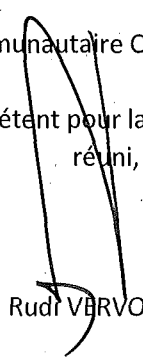
La Vice Ministre-Président et Ministre de la Culture, de l'Emploi et du Tourisme



Isabelle WEYKMANS ;

Pour la Commission Communautaire Commune de Bruxelles-Capitale :

Le Président du Collège réuni, compétent pour la coordination de la politique et du Collège
réuni,



Rudi VERVOORT,

Les membres du Collège réuni compétents pour la politique en matière d'Aide aux personnes, les
prestations familiales et le Contrôle des films,

Céline FREMAULT et Pascal SMET

SAMENWERKINGSAKKOORD TUSSEN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP, DE FRANSE GEMEENSCHAP, DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP EN DE GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD BETREFFENDE DE CLASSIFICATIE VAN FILMS, VERTOOND IN BELGISCHE BIOSCOOPZALEN

Gelet op de artikelen 127, 128 en 130 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 1 september 1920 die aan minderjarigen beneden de 16 jaar toegang tot de bioscoopzalen ontzegt;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 5, §1, V, ingevoegd bij de bijzondere wet met betrekking tot de Zesde Staatshervorming van 6 januari 2014, en artikel 92bis, §1, ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, artikel 63, gewijzigd bij de bijzondere wet van 5 mei 1993;

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, artikel 4, gewijzigd bij de wet van 20 maart 2007 en artikel 55bis, ingevoegd bij de wet van 18 juli 1990 en vervangen bij de wet van 5 mei 1993;

Gelet op het samenwerkingsakkoord tussen de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad betreffende de oprichting, samenstelling en werking van de intergemeenschapscommissie voor de filmkeuring van 27 december 1990;

Gelet op het samenwerkingsakkoord tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 27 december 1990 tussen de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad betreffende de oprichting, samenstelling en werking van de intergemeenschapscommissie voor de filmkeuring van 3 oktober 2001;

Overwegende dat om tot een transparante en efficiënte regeling te komen voor de bescherming van minderjarigen tegen ongepaste content in de bioscoop, het wenselijk is om de classificatie van de vertoonde audiovisuele producties op een harmonische manier te regelen;

De Vlaamse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Vlaamse Regering, in de persoon van de minister-president Geert Bourgeois, en in de persoon van de minister Sven Gatz, Vlaamse minister van Cultuur, Media, Jeugd en Brussel;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Regering van de Franse Gemeenschap, in de persoon van de minister-president Rudy Demotte, en in de persoon van de minister Alda Greoli, De Vicepresident en Minister van Cultuur en Kleine Kinderen,

De Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Regering van de Duitstalige Gemeenschap, in de

persoon van de minister-president Oliver Paasch, en in de persoon van de minister Isabelle Weykmans, Viceminister-President en Minister van Cultuur, Werk en Toerisme,

De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door de Voorzitter van het Verenigd College, bevoegd voor de coördinatie van het beleid en van het Verenigd College, Rudi Vervoort, en voor de leden van het Verenigd College bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen, het Gezinsbeleid en de Filmkeuring, Céline Fremault en Pascal Smet,

De partijen zijn overeengekomen wat volgt:

Hoofdstuk I: Algemene bepalingen en definities

Artikel 1

Voor de toepassing van dit akkoord wordt verstaan onder:

1° Aanbieder: de natuurlijke persoon of rechtspersoon die een film aanbiedt aan een Belgische bioscoop voor vertoning. Vaak betreft dit de distributeur, uitzonderlijk betreft dit de producent;

2° Belgische bioscoop: elke inrichting in België waar gratis of tegen betaling openbare voorstellingen van films worden georganiseerd;

3° Bevoegde autoriteiten: de ministers die dit akkoord ondertekend hebben;

4° Bevoegde administraties: de administraties van de bevoegde autoriteiten;

5° Bioscoopexploitant: de natuurlijke persoon of rechtspersoon die een bioscoop exploiteert;

6° Classificatie: resultaat van het classificeren van een film, bestaande uit een leeftijdsclassificatie en één of meerdere inhoudsclassificaties, waarmee op een aanbevelende manier wordt aangegeven of de geclassificeerde film geschikt of ongeschikt is voor de lichamelijke, geestelijke en morele ontwikkeling van minderjarigen;

7° Classificatiesysteem: het systeem en de methodologie die gebruikt wordt om tot een classificatie te komen;

8° Distributeur: dit is de natuurlijke persoon of rechtspersoon die beschikt over rechten van een audiovisuele productie voor het Belgisch grondgebied of voor een deel ervan, met het oog op commercialisering via bioscoopzalen;

9° Film: reeks filmopnamen die bewegend beeld vormen, bedoeld als hoofdprogramma voor vertoning in de bioscoop, waaronder onder andere een fictiefilm, animatiefilm of een documentairefilm;

10° Inhoudsclassificatie: Inhoudelijke categorie die als resultaat van een classificatie van een film, een indicatie geeft over de aard van de inhoud die ongeschikt kan zijn voor de ontwikkeling van minderjarigen. Dit kan bijvoorbeeld zijn: geweld, angst, seks en seksualiteit, drugs en alcoholmisbruik, grof taalgebruik, discriminatie. Deze classificatie vormt een aanbeveling;

11° Leeftijdsclassificatie: leeftijdscategorie die als resultaat van een classificatie van een film, aangeeft vanaf welke leeftijd het geschikt is om de geclassificeerde film te zien. Deze classificatie vormt een aanbeveling;

12° Producent: de natuurlijke of de rechtspersoon die de financiële middelen, het personeel en alle nodige elementen verzamelt met het oog op de realisatie van een film;

13° Trailer: een vooraankondiging (teaser) van een film.

Hoofdstuk II: De classificatie van films volgens een uniform classificatiesysteem

Artikel 2

§1. De partijen komen overeen het classificatiesysteem 'Kijkwijzer' te hanteren voor elke film die voor het eerst vertoond wordt in een Belgische bioscoop. Dit classificatiesysteem leidt tot een leeftijdsclassificatie en inhoudsclassificaties. Het classificatiesysteem telt minstens vier leeftijdsclassificaties en minstens vier inhoudsclassificaties.

§2. Indien het classificatiesysteem 'Kijkwijzer' ophoudt te bestaan, komen de partijen overeen eenzelfde classificatiesysteem, dat leidt tot minstens vier leeftijdsclassificaties en vier inhoudsclassificaties, te hanteren. De partijen kunnen een elektronisch classificatiesysteem laten ontwikkelen door, en/of aankopen bij een natuurlijke of rechtspersoon.

§3. Alle films die voor het eerst vertoond worden in een Belgische bioscoop, worden geclassificeerd volgens het classificatiesysteem bedoeld in dit artikel.

§4. Films die in België enkel vertoond worden op een filmfestival moeten uitzonderlijk niet geclassificeerd worden. De partijen moedigen de filmfestivals aan om films die in België enkel vertoond worden op een filmfestival, te classificeren, gebruik makende van dezelfde leeftijdsclassificaties en inhoudsclassificaties die worden gehanteerd in het classificatiesysteem zoals bedoeld in dit artikel.

Artikel 3

§1. Een tijdelijke commissie van experts zal bekijken of, en indien van toepassing, welke aanpassingen aan het classificatiesysteem 'Kijkwijzer' wenselijk zijn, met het oog op Belgische, culturele en wetenschappelijke specificiteiten.

§2. De commissie van experts zal een niet-bindend advies uitbrengen aan de stuurgroep bedoeld in artikel 12, en dit ten laatste 12 maanden nadat een proefperiode waarin het classificatiesysteem 'Kijkwijzer' wordt toegepast, is gestart. De stuurgroep brengt over dit advies verslag uit aan de bevoegde autoriteiten.

§3. Elke bevoegde autoriteit stelt in overleg met de andere bevoegde autoriteiten maximum drie experts aan. Het kan volgende expertise betreffen: kinderpsychologie, pedagogie, kinderrechten, mediarecht, cultuurfilosofie, moraalfilosofie of andere specialisten met betrekking tot kinderen en jeugd.

Artikel 4

§1. De aanbieder van de film die voor het eerst vertoond wordt in de Belgische bioscoop, classificeert de film volgens het classificatiesysteem bedoeld onder artikel 2.

§2. In afwijking van §1 kan het secretariaat voor de classificatie van films bedoeld onder artikel 7, in uitzonderlijke gevallen de classificatie van een film, op vraag van de aanbieder, op zich nemen.

Hoofdstuk III: Trailers

Artikel 5

§1. Een trailer van een film krijgt automatisch dezelfde classificatie als de film waarop de trailer betrekking heeft. Indien de film waarop de trailer betrekking heeft, nog niet is geclassificeerd, wordt de trailer voorlopig apart geclassificeerd volgens het classificatiesysteem bedoeld onder artikel 2. Wanneer na classificatie van de film blijkt dat de film een hogere leeftijdsclassificatie heeft dan de trailer, worden de leeftijdsclassificatie en inhoudsclassificatie aangepast aan de classificatie van de film.

§2. De bioscoopexploitant zorgt ervoor dat de leeftijdsclassificatie van een trailer, de leeftijdsclassificatie van de film voorafgaand waaraan de trailer wordt vertoond, niet overstijgt.

Hoofdstuk IV: Communicatie van de classificatie

Artikel 6

§1. De classificatie is publiek te consulteren via een website.

§2. De aanbieder en de bioscoopexploitant communiceren de classificatie, conform het reglement -- bedoeld in artikel 11.

§3. Alle vermeldingen van de classificatie door de aanbieder en de bioscoopexploitant, gebeuren steeds op de wijze zoals door het secretariaat voor de classificatie van films voorgeschreven, conform het reglement bedoeld in artikel 11.

Hoofdstuk V: Secretariaat voor de classificatie van films

Artikel 7

§1. De Vlaamse Gemeenschap staat in voor het secretariaat voor de classificatie van films en stelt hiervoor het nodige personeel aan.

§2. Het secretariaat voor de classificatie van films staat in voor: de opvolging van de classificatie van films; de opvolging van de klachtenbehandeling; het secretariaat van de klachtencommissie; het samenroepen van de stuurgroep conform artikel 12; de contacten met de eigenaar van 'Kijkwijzer'; ...

Hoofdstuk VI: Klachtenbehandeling

Artikel 8

§1. Het secretariaat voor de classificatie van films bedoeld in artikel 7, is bevoegd om via bemiddeling een klacht zelf af te handelen binnen een termijn van vier werkdagen nadat de klacht is ingediend.

§2. In afwijking van §1, kan het secretariaat voor de classificatie van films klachten met betrekking tot de hierna volgende aspecten nooit zelf afhandelen:

- een klacht met betrekking tot een classificatie uitgevoerd door het secretariaat voor de classificatie van films;
- een klacht waarbij er sprake is van een dusdanige herhaling van gelijkaardige overtredingen door de beklagde;
- een klacht met betrekking tot het doelbewust niet classificeren van een productie.

Deze klachten worden behandeld door de klachtencommissie bedoeld in artikel 9.

§3. Indien de klager zich niet kan vinden in het antwoord van het secretariaat voor de classificatie van films, behandelt de klachtencommissie de klacht.

Artikel 9

§ 1. De partijen richten samen een klachtencommissie op, die tot taak heeft ingediende klachten te behandelen.

§ 2. De klachtencommissie bestaat uit achttien leden en is samengesteld uit experts in de jeugdbescherming, experts in de kinder- en jeugdpsychologie, juristen, magistraten of vertegenwoordigers van de civiele maatschappij zoals bijvoorbeeld de gezinsbond, leerkrachten, ...

§ 3. De Regeringen van de Franse Gemeenschap en van de Vlaamse Gemeenschap duiden elk zeven leden aan. De Regering van de Duitstalige Gemeenschap en het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie duiden elk twee leden aan. De leden worden benoemd voor een drie keer hernieuwbare termijn van drie jaar.

Artikel 10

§1. Elke klacht die voorgelegd wordt aan de klachtencommissie, wordt behandeld door minstens drie commissieleden, in de mate van het mogelijke de linguïstische diversiteit en genderdiversiteit respecterend.

§2. De klacht wordt binnen maximum vijf werkdagen nadat de klacht werd overgemaakt aan de klachtencommissie, behandeld.

§3. De beklagde kan binnen een duidelijk vastgelegde termijn in het reglement bedoeld in artikel 11, een schriftelijk verweerschrift indienen bij het secretariaat voor de classificatie van films.

§4. Het secretariaat voor de classificatie van films kan indien noodzakelijk, of op een gemotiveerde vraag van de klachtencommissie of van de beklagde, de termijnen voor de klachtenbehandeling en het verweerschrift verlengen.

§5. De verdere uitwerking van de modaliteiten en procedures aangaande de klachtenbehandeling maken onderdeel uit van het reglement bedoeld in artikel 11 en zijn publiek consulteerbaar.

§6. Bij een overtreding van het reglement bedoeld in artikel 11 en een verkeerde classificatie kan de klachtencommissie sancties opleggen, zoals bepaald in het reglement.

Hoofdstuk VII: Reglement

Artikel 11

§1. Het bindende reglement, opgenomen in bijlage, bepaalt de verdere regels aangaande de classificatie van films vertoond in Belgische bioscopen. De klachtenbehandeling maakt integraal deel uit van dit reglement.

§2. Wijzigingen van dit reglement worden voorgesteld door de stuurgroep bedoeld in artikel 12, en goedgekeurd door elke bevoegde autoriteit.

Hoofdstuk VIII: Stuurgroep

Artikel 12

§1. De partijen richten samen een stuurgroep op, bestaande uit één vertegenwoordiger van elke bevoegde administratie.

§2. De stuurgroep

- 1° ziet toe op de implementatie van dit samenwerkingsakkoord;
- 2° stelt de nodige aanpassingen aan het samenwerkingsakkoord voor;
- 3° kan aanpassingen aan het reglement bedoeld in artikel 11 voorstellen aan de bevoegde autoriteiten;
- 4° geeft aan wanneer wijzigingen aan het classificatiesysteem wenselijk zijn, en
- 5° staat in voor de algemene evaluatie bedoeld onder artikel 13.

§3. De stuurgroep wordt minstens één keer per jaar samengeroepen op initiatief van het secretariaat voor de classificatie van films. Ook de leden van de stuurgroep kunnen de stuurgroep samenroepen.

Hoofdstuk IX: Evaluatie

Artikel 13

Twee volledige jaren nadat een nieuw classificatiesysteem in werking is getreden, zal een algemene evaluatie van het aanbevelende classificatiesysteem, van de toepassing ervan en van dit samenwerkingsakkoord volgen.

Hoofdstuk X: Financiering

Artikel 14

§1. De bepaling van de bijdrage van elke partij in de financiering van de classificatie van films gebeurt op basis van twee criteria. Vijftig procent van de totale kostprijs van de classificatie van films gebeurt op basis van het aantal inwoners, en vijftig procent van de totale kostprijs van de classificatie van films gebeurt op basis van het aantal cinemazalen. Voor de opstart worden de bijdragen bepaald op basis van de officiële cijfers, gekend op het moment van ondertekening van dit akkoord. De toekomstige bijdragen worden bepaald op basis van de officiële cijfers gekend op datum van het jaartal van betaling.

§2. De Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel Hoofdstad betalen jaarlijks een voorschot aan de Vlaamse Gemeenschap voor 31 maart, op basis van een verzoekschrift tot betaling met een inschatting van de jaarlijkse kostprijs. Het resterende bedrag wordt betaald op basis van een verzoekschrift tot betaling met een berekening van de definitieve kostprijs.

Hoofdstuk XI: Uitzonderingspositie Duitstalige gemeenschap

Artikel 15

Het Duitse classificatiesysteem zal toegepast worden op Duitse films en op in het Duits gedubde films. Het classificatiesysteem, zoals bedoeld onder artikel 2, zal toegepast worden voor films geproduceerd of gedubd in een andere taal dan het Duits, en die gedistribueerd worden door een Belgische distributeur.

Hoofdstuk XII: Mogelijkheid tot uitbreiding naar andere media

Artikel 16

§1. Wanneer een bevoegde autoriteit het classificatiesysteem wenst uit te breiden naar de lineaire en niet-lineaire omroepen of naar eventuele andere media, kan deze hier gebruik van maken.

§2. Indien de andere partijen dit wenselijk achten, worden de financieringsafspraken in dat geval herbekeken.

Hoofdstuk XIII: Geschillenregeling

Artikel 17

De geschillen die gerezen zijn tussen de contracterende partijen met betrekking tot de uitlegging of de uitvoering van dit akkoord, worden beslecht door een rechtscollege als vermeld in artikel 92bis, §5 en §6, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Hoofdstuk XIV: Opheffingen, inwerkingtreding en toepassingsgebied

Artikel 18

§1. De wet van 1 september 1920 waarbij aan minderjarigen beneden de 16 jaar toegang tot de bioscoopzalen wordt ontzegd, wordt opgeheven zes maanden na publicatie van de laatste instemmingsakte in het Belgische Staatsblad.

§2. Het samenwerkingsakkoord tussen de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad betreffende de oprichting, samenstelling en werking van de intergemeenschapscommissie voor de filmkeuring, van 27 december 1990, wordt opgeheven vanaf de inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord.

Artikel 19

§1. Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking op de dag van publicatie van de laatste instemmingsakte in het Belgisch Staatsblad, met uitzondering van de artikel 18, §1, dat in werking treedt 6 maanden na de publicatie van de laatste instemmingsakte in het Belgisch Staatsblad.

§2. Dit samenwerkingsakkoord is van toepassing op alle films die aan beide van de volgende criteria voldoen:

- 1° alle films die voor het eerst worden vertoond in een Belgische bioscoop na de inwerkingtreding van dit akkoord;
- 2° alle films die geprogrammeerd zijn in een Belgische bioscoop 6 maanden na de inwerkingtreding van dit akkoord.

§2. De partijen komen overeen om na de inwerkingtreding van dit akkoord, onmiddellijk te starten met de voorbereidingen om het classificatiesysteem operationeel te maken.

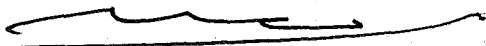
Artikel 20

Dit samenwerkingsakkoord wordt afgesloten voor een periode van twee jaar, te rekenen vanaf 6 maanden na de publicatie van de laatste instemmingsakte in het Belgisch Staatsblad. Het is hernieuwbaar voor een periode van twee jaar via een stilzwijgende verlenging, behoudens opzegging door een partij via een schriftelijke kennisgeving aan alle bevoegde autoriteiten, zes maanden voorafgaand aan het verstrijken van de periode van twee jaar. In dit geval blijft het akkoord bindend voor de andere partijen.

Opgemaakt te Brussel, op _____ in vijf originele exemplaren, in het Nederlands, het Frans en in het Duits, waarvan iedere partij een exemplaar ontvangt.

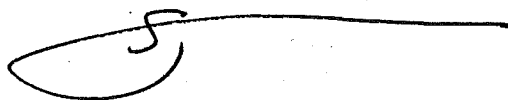
Voor de Vlaamse Gemeenschap

De minister-president van de Vlaamse Regering



G. BOURGEOIS

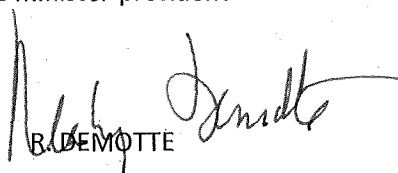
De Vlaamse minister van Cultuur, Jeugd, Media en Brussel



S. GATZ

Voor de Franse Gemeenschap

De minister-president



R. DEMOTTE

De Vicepresident en Minister van Cultuur en Kleine Kinderen

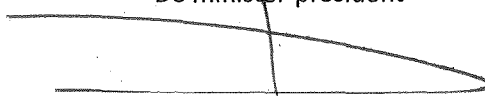


A. GREOLI

07 NOV. 2018

Voor de Duitstalige Gemeenschap

De minister-president



O. PAASCH

De Viceminister-president en Minister van Cultuur, Werk en Toerisme,



I. WEYKMANS

Voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad

De Voorzitter van het Verenigd College, bevoegd voor de coördinatie van het beleid en van het Verenigd College,

R. VERVOORT,

De leden van het Verenigd College bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen, het Gezinsbeleid en de Filmkeuring,

C. FREMAULT en P. SMET.

ZUSAMMENARBEITSABKOMMEN ZWISCHEN DER FLÄMISCHEN GEMEINSCHAFT, DER FRANZÖSISCHEN GEMEINSCHAFT, DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT UND DER GEMEINSAMEN GEMEINSCHAFTSKOMMISSION BRÜSSEL-HAUPTSTADT ÜBER DIE EINSTUFUNG DER IN BELGISCHEN KINOSÄLEN GEZEIGTEN FILME

Gestützt auf die Artikel 127, 128 und 130 der Verfassung.

Gestützt auf das Gesetz vom 1. September 1920, das Minderjährigen unter 16 Jahren den Zutritt zu Kinosälen untersagt.

Gestützt auf das Sondergesetz vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 5 § 1 V, eingefügt durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014 über die Sechste Staatsreform, und Artikel 92bis § 1, eingefügt durch das Sondergesetz vom 8. August 1980 und abgeändert durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993.

Gestützt auf das Sondergesetz vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen, Artikel 63, abgeändert durch das Sondergesetz vom 5. Mai 1993.

Gestützt auf das Gesetz vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, Artikel 4, abgeändert durch das Gesetz vom 20. März 2007, und Artikel 55bis, eingefügt durch das Gesetz vom 18. Juli 1990 und aufgehoben durch das Gesetz vom 5. Mai 1993.

Gestützt auf das Zusammenarbeitsabkommen vom 27. Dezember 1990 zwischen der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft und dem Gemeinsamen Gemeinschaftskommission Brüssel-Hauptstadt über die Einrichtung, die Zusammensetzung und die Arbeitsweise der zwischengemeinschaftlichen Filmprüfungsstelle.

Gestützt auf das Zusammenarbeitsabkommen vom 3. Oktober 2001 zur Abänderung des Zusammenarbeitsabkommens vom 27. Dezember 1990 zwischen der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission Brüssel-Hauptstadt über die Einrichtung, die Zusammensetzung und die Arbeitsweise der zwischengemeinschaftlichen Filmprüfungsstelle.

In der Erwägung, dass es wünschenswert ist, die Einstufung vorgeführter audiovisueller Produktionen harmonisch zu regeln, um einen transparenten und wirksamen Schutz von Minderjährigen vor ungeeigneten Inhalten zu gewährleisten.

Die Flämische Gemeinschaft, vertreten durch die Flämische Regierung in der Person des Ministerpräsidenten und Minister für Außenpolitik und unbewegliches Kulturerbe Geert Bourgeois und in der Person des Flämischen Ministers für Kultur, Jugend, Medien und Brüssel, Sven Gatz.

Die Französische Gemeinschaft, vertreten durch die Regierung der Französischen Gemeinschaft in der Person des Ministerpräsidenten Rudi Demotte und in der Person von Ministerin Alda Greoli, der stellvertretenden Ministerpräsidentin und Ministerin für Kultur und Kleinkinder.

Die Deutschsprachige Gemeinschaft, vertreten durch die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft in der Person von Ministerpräsident Oliver Paasch und in der Person von Ministerin Isabelle Weykmans, der stellvertretenden Ministerpräsidentin und Ministerin für Kultur, Arbeit und Tourismus.

Die Gemeinsame Gemeinschaftskommission, vertreten durch den Vorsitzenden des Vereinten Kollegiums, zuständig für die Politik und die Koordinierung des Vereinten Kollegiums, Rudi Vervoort, und durch die Mitglieder des Vereinten Kollegiums, zuständig für Personenhilfe, Familienpolitik und Filmprüfung, Céline Frémault und Pascal Smet.

Die Parteien haben Folgendes vereinbart:

Kapitel I: Allgemeine Bestimmungen und Definitionen

Artikel 1

Für die Anwendung dieses Abkommens gilt/gelten als:

1. Anbieter: die natürliche Person oder Rechtsperson, die einem belgischen Kinosaal einen Film zur Vorführung anbietet. Oft ist das der Verteiler, ausnahmsweise auch der Produzent.
2. Belgischer Kinosaal: jede Einrichtung, in der Filme gratis oder gegen Bezahlung öffentlich vorgeführt werden.
3. Zuständige Behörden: die Minister, die dieses Abkommen unterzeichnet haben.
4. Zuständige Verwaltungen: die Verwaltungen der zuständigen Behörden.
5. Kinobetreiber: die natürliche Person oder Rechtsperson, die ein Kino betreibt.
6. Einstufung: Ergebnis der Bewertung eines Films, bestehend aus einer Alterseinstufung und einer oder mehreren Inhaltseinstufungen, mit denen als Empfehlung wird angegeben, ob der eingestufte Film für die körperliche, geistige und moralische Entwicklung von Minderjährigen geeignet ist oder nicht.
7. Klassifizierungssystem: das System und die Methode, die zum Zustandekommen einer Einstufung angewandt werden.
8. Verteiler: die natürliche Person oder Rechtsperson, die die Rechte besitzt, um eine audiovisuelle Produktion auf dem belgischen Grundgebiet oder auf einem Teil davon über Kinosäle zu vermarkten.
9. Film: eine Reihe von Filmaufnahmen, die ein bewegliches Bild ergeben und als Hauptprogramm zur Vorführung in Kinos gedacht sind, zum Beispiel ein Spielfilm, ein Zeichentrickfilm oder ein Dokumentarfilm.
10. Inhaltseinstufung: inhaltliche Kategorie, die als Ergebnis der Einstufung eines Films einen Hinweis auf die Art des Inhalts gibt, der für die Entwicklung von Minderjährigen ungeeignet sein kann. Das kann zum Beispiel sein: Gewalt, Angst, Sex und Sexualität oder Drogen und Alkoholmissbrauch, grobe Ausdrucksweisen, Diskriminierung. Diese Einstufung gilt als Empfehlung.
11. Alterseinstufung: Alterskategorie, die als Ergebnis einer Filmeinstufung angibt, ab welchem Alter es angebracht ist, den eingestuften Film zu zeigen. Diese Einstufung gilt als Empfehlung.
12. Produzent: die natürliche Person oder Rechtsperson, die die Geldmittel, das Personal und alle erforderlichen Hilfsmittel für die Erstellung eines Films bereitstellt.
13. Trailer: eine Vorankündigung (Teaser) eines Films.

Kapitel II: Die Einstufung von Filmen nach einem einheitlichen Klassifizierungssystem

Artikel 2

- § 1. Die Parteien vereinbaren, das Klassifizierungssystem 'Kijkwijzer' bei jedem Film anzuwenden, der zum ersten Mal in einem belgischen Kino vorgeführt wird. Dieses Klassifizierungssystem führt zu einer

Alterseinstufung und zu Inhaltseinstufungen. Das Klassifizierungssystem enthält mindestens vier Alterseinstufungen und mindestens vier Inhaltseinstufungen.

§ 2. Sollte das Klassifizierungssystem 'Kijkwijzer' aufhören zu bestehen, vereinbaren die Parteien, ein identisches Klassifizierungssystem anzuwenden, das zu mindestens vier Alterseinstufungen und mindestens vier Inhaltseinstufungen führt. Die Parteien können ein elektronisches Klassifizierungssystem von einer natürlichen Person oder Rechtsperson entwickeln lassen und/oder ein solches dort kaufen.

§ 3. Alle Filme, die zum ersten Mal in einem belgischen Kino vorgeführt werden, werden nach dem im vorliegenden Artikel beschriebenen Klassifizierungssystem eingestuft.

§ 4. Filme, die in Belgien ausschließlich bei einem Filmfestival gezeigt werden, müssen ausnahmsweise nicht eingestuft werden. Die Parteien ermutigen die Filmfestivals dazu, Filme, die in Belgien ausschließlich bei einem Filmfestival gezeigt werden, nach den Alterseinstufungen und Inhaltseinstufungen zu klassifizieren, die durch das in diesem Artikel beschriebene Klassifizierungssystem gehandhabt werden.

Artikel 3

§ 1. Ein zeitweiliges Expertengremium wird prüfen, ob Anpassungen - und wenn dies der Fall ist - welche Anpassungen am Klassifizierungssystem 'Kijkwijzer' mit Blick auf belgische kulturelle und wissenschaftliche Besonderheiten wünschenswert sind.

§ 2. Das Expertengremium wird der in Artikel 12 genannten Lenkungsgruppe spätestens 12 Monate nach dem Start einer Testphase, während der das Klassifizierungssystem 'Kijkwijzer' angewandt wird, ein nichtbindendes Gutachten vorlegen. Die Lenkungsgruppe berichtet den zuständigen Behörden über dieses Gutachten.

§ 3. Jede zuständige Behörde benennt in Absprache mit den übrigen zuständigen Behörden maximal drei Experten. Als Sachverständige kommen in Frage: Experten für Kinderpsychologie, Pädagogik, Kinderrechte, Medienrecht, Kulturphilosophie, Moralphilosophie oder andere Spezialisten für Kinder- und Jugendfragen.

Artikel 4

§ 1. Der Anbieter des Films, der zum ersten Mal in dem belgischen Kino vorgeführt wird, stuft den Film nach dem in Artikel 2 beschriebenen Klassifizierungssystem ein.

§ 2. In Abweichung von § 1 kann das in Artikel 7 genannte Sekretariat für die Einstufung von Filmen in Ausnahmefällen die Einstufung eines Films auf Ersuchen des Anbieters übernehmen.

Kapitel III – Trailer

Artikel 5

§ 1. Ein Trailer eines Films erhält automatisch dieselbe Einstufung wie der Film, auf den er sich bezieht. Wenn der Film, auf den sich der Trailer bezieht, noch nicht eingestuft ist, wird der Trailer vorläufig nach dem in Artikel 2 beschriebenen Klassifizierungssystem eingestuft. Falls sich nach Einstufung des Films

herausstellt, dass der Film eine höhere Alterseinstufung hat als der Trailer, werden die Alterseinstufung und die Inhaltseinstufung an die Einstufung des Films angepasst.

§ 2; Der Kinobetreiber sorgt dafür, dass die Alterseinstufung eines Trailers nicht höher ausfällt als die Alterseinstufung des Films, vor dem der Trailer gezeigt wird.

Kapitel IV: Mitteilung der Einstufung

Artikel 6

§ 1. Die Einstufung kann auf einer Internetseite öffentlich eingesehen werden.

§ 2. Der Anbieter und der Kinobetreiber teilen die Einstufung entsprechend dem in Artikel 11 genannten Regelwerk mit.

§ 3. Alle vom Anbieter und vom Kinobetreiber angegebenen Einstufungen erfolgen stets auf die vom Sekretariat für die Einstufung von Filmen vorgeschriebene Weise, entsprechend dem in Artikel 11 genannten Regelwerk.

Kapitel V: Sekretariat für die Einstufung von Filmen

Artikel 7

§ 1. Die Flämische Gemeinschaft ist für das Sekretariat für die Einstufung von Filmen zuständig und stellt hierfür das erforderliche Personal ein.

§ 2. Das Sekretariat für die Einstufung von Filmen ist zuständig für: die Überwachung der Einstufung von Filmen; die Bearbeitung von Beschwerden; die Sekretariatsarbeit des Beschwerdeausschusses; die Einberufung der Lenkungsgruppe gemäß Artikel 12; die Kontakte zum Eigentümer von 'Kijkwijzer' ...

Kapitel VI: Bearbeitung von Beschwerden

Artikel 8

§ 1. Das in Artikel 7 genannte Sekretariat für die Einstufung von Filmen ist befugt, eine Beschwerde innerhalb von vier Werktagen nach ihrer Einreichung durch Vermittlung selbst zu bearbeiten.

§ 2. In Abweichung von § 1 kann das Sekretariat für die Einstufung von Filmen in Bezug auf nachstehende Aspekte folgende Beschwerden nie allein bearbeiten:

- Beschwerden gegen eine vom Sekretariat für die Einstufung von Filmen vorgenommene Einstufung;
- Beschwerden, bei denen es um eine Wiederholung ähnlicher Verstöße durch den Beklagten geht;
- Beschwerden bezüglich der bewussten Nichteinstufung einer Produktion.

Diese Beschwerden werden von dem in Artikel 9 genannten Beschwerdeausschuss behandelt.

§ 3. Wenn der Kläger nicht mit der Antwort des Sekretariats für die Einstufung von Filmen einverstanden ist, befasst sich der Beschwerdeausschuss mit der Beschwerde.

Artikel 9

§ 1. Die Parteien setzen selber einen Beschwerdeausschuss ein, dessen Aufgabe es ist, sich mit eingereichten Beschwerden zu befassen.

§ 2. Der Beschwerdeausschuss zählt achtzehn Mitglieder und besteht aus Jugendschutzexperten, Experten für Kinder- und Jugendpsychologie, Juristen, Magistraten oder Vertretern der Zivilgesellschaft, zum Beispiel des Familienbundes, der Lehrkräfte, ...

§ 3. Die Regierungen der Französischen Gemeinschaft und der Flämischen Gemeinschaft bestellen jeweils sieben Mitglieder. Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft und das Vereinte Kollegium des Gemeinsamen Gemeinschaftsausschusses bestellen jeweils zwei Mitglieder. Die Mitglieder werden für ein dreifach erneuerbares dreijähriges Mandat bestellt.

Artikel 10

§ 1. Jede Beschwerde, die dem Beschwerdeausschuss vorgelegt wird, wird von mindestens drei Ausschussmitgliedern behandelt, wobei der Sprach- und Geschlechtsunterschied nach Möglichkeit beachtet wird.

§ 2. Die Beschwerde wird innerhalb von höchstens fünf Werktagen nach ihrer Einreichung beim Beschwerdeausschuss behandelt.

§ 3. Der Beklagte kann innerhalb einer im Regelwerk nach Artikel 11 deutlich angegebenen Frist beim Sekretariat für die Einstufung von Filmen einen Schriftsatz zu seiner Verteidigung einreichen.

§ 4. Das Sekretariat für die Einstufung von Filmen kann die Fristen für die Behandlung der Beschwerde und die Vorlage der Verteidigungsschrift, falls erforderlich, oder auf begründetes Ersuchen des Beschwerdeausschusses verlängern.

§ 5. Die weitere Ausarbeitung der Modalitäten und Verfahren für die Behandlung von Beschwerden, die der Öffentlichkeit zugänglich sind, ist Bestandteil des in Artikel 11 genannten Regelwerks.

§ 6. Bei Verstößen gegen das in Artikel 11 genannte Regelwerk und bei verkehrter Einstufung kann der Beschwerdeausschuss Sanktionen nach Maßgabe des Regelwerks verhängen.

Kapitel VII: Regelwerk

Artikel 11

§ 1. Das als Anhang beigefügte verbindliche Regelwerk bestimmt die weiteren Regeln für die Einstufung der in belgischen Kinos vorgeführten Filme. Die Behandlung von Beschwerden ist integraler Bestandteil dieses Regelwerks.

§ 2. Änderungen dieses Regelwerks werden von der in Artikel 12 genannten Lenkungsgruppe vorgeschlagen und von jeder zuständigen Behörde genehmigt.

Kapitel VIII: Lenkungsgruppe

Artikel 12

§ 1. Die Parteien setzen zusammen eine Lenkungsgruppe ein, der ein Vertreter jeder zuständigen Behörde angehört.

§ 2. Die Lenkungsgruppe

1. überwacht die Umsetzung dieses Zusammenarbeitsabkommens;
2. schlägt erforderliche Änderungen am Zusammenarbeitsabkommen vor;
3. kann den zuständigen Behörden Änderungen an dem in Artikel 11 genannten Regelwerk vorschlagen;
4. gibt an, wann Änderungen am Klassifizierungssystem wünschenswert sind;
5. sorgt für die in Artikel 13 erwähnte allgemeine Bewertung.

§ 3. Die Lenkungsgruppe wird mindestens einmal pro Jahr auf Initiative des Sekretariats für die Einstufung von Filmen zusammengerufen. Auch die Mitglieder der Lenkungsgruppe können die Lenkungsgruppe zusammenrufen.

Kapitel IX: Bewertung

Artikel 13

Zwei volle Jahre nach Inkrafttreten eines neuen Klassifizierungssystems findet eine allgemeine Bewertung des bestehenden Klassifizierungssystems, der Anwendung desselben und des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens statt.

Kapitel X: Finanzierung

Artikel 14

§ 1. Der Beitrag jeder Partei zur Finanzierung der Einstufung der Filme wird anhand von zwei Kriterien festgelegt. Fünfzig Prozent der Gesamtkosten für die Einstufung von Filmen werden nach der Einwohnerzahl und fünfzig Prozent nach der Anzahl Kinosäle festgelegt. Zum Start des Abkommens werden die Beiträge nach den offiziellen, bei Unterzeichnung dieses Abkommens bekannten Zahlen festgelegt. Die künftigen Beiträge werden nach den offiziellen, am Datum des Zahljahres bekannten Zahlen festgelegt.

§ 2. Die Französische Gemeinschaft, die Deutschsprachige Gemeinschaft und der Gemeinsame Gemeinschaftsausschuss von Brüssel-Hauptstadt zahlen der Flämischen Gemeinschaft jährlich vor dem 31. März einen Vorschuss, und zwar auf der Grundlage einer Zahlungsanforderung mit Abschätzung der Jahreskosten. Der Restbetrag wird auf der Grundlage einer Zahlungsanforderung mit Berechnung der endgültigen Kosten gezahlt.

Kapitel XI: Ausnahmestellung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Artikel 15

Das deutsche Klassifizierungssystem wird auf deutsche Filme und auf in Deutsch nachsynchronisierte Filme angewandt. Das in Artikel 2 beschriebene Klassifizierungssystem wird auf Filme angewandt, die in einer anderen Sprache als Deutsch produziert oder nachsynchronisiert worden sind und von einem belgischen Verteiler verteilt werden.

Kapitel XII: Möglichkeit zur Erweiterung auf andere Medien

Artikel 16

§ 1. Wenn eine zuständige Behörde das Klassifizierungssystem auf lineare und nichtlineare Sender oder auf etwaige sonstige Medien ausdehnen möchte, kann sie diese Möglichkeit nutzen.

§ 2. Insofern die übrigen Parteien dies für wünschenswert erachten, werden die Finanzierungsabsprachen in diesem Fall überdacht.

Kapitel XIII: Streitbeilegungsverfahren

Artikel 17

Die über die Auslegung oder die Umsetzung dieses Abkommens zwischen den Vertragsparteien entstandenen Streitigkeiten werden von einem Rechtskollegium wie dem in Artikel 92bis §§ 5 und 6 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen genannten Kollegium geschlichtet.

Kapitel XIV: Aufhebungen, Inkrafttreten und Anwendungsbereich

Artikel 18

§ 1. Das Gesetz vom 1. September 1920, das Minderjährigen unter 16 Jahren den Zutritt zu Kinosälen untersagt, wird sechs Monate nach Veröffentlichung der letzten Genehmigungsurkunde im Belgischen Staatsblatt aufgehoben.

§ 2. Das Zusammenarbeitsabkommen vom 27. Dezember 1990 zwischen der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft und dem Gemeinsamen Gemeinschaftsausschuss von Brüssel-Hauptstadt über die Einrichtung, die Zusammensetzung und die Arbeitsweise der zwischengemeinschaftlichen Filmprüfungsstelle wird mit Inkrafttreten des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens aufgehoben.

Artikel 19

§ 1. Das Zusammenarbeitsabkommen tritt an dem Tag in Kraft, an dem die letzte Genehmigungsurkunde im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird, mit Ausnahme von Artikel 18 § 1, der 6 Monate nach Veröffentlichung der letzten Genehmigungsurkunde im Belgischen Staatsblatt in Kraft tritt.

§ 2. Dieses Zusammenarbeitsabkommen ist auf sämtliche Filme anwendbar, die folgende zwei Kriterien erfüllen:

1. alle Filme, die nach Inkrafttreten dieses Abkommens zum ersten Mal in einem belgischen Kino gezeigt werden;
2. alle Filme, die 6 Monate nach Inkrafttreten dieses Abkommens in einem belgischen Kino auf dem Programm stehen.

§ 2. Die Parteien vereinbaren, nach Inkrafttreten dieses Abkommens unverzüglich mit den Vorbereitungen zum Einsatz des Klassifizierungssystems zu beginnen.

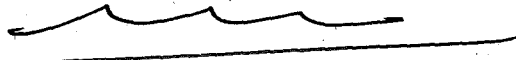
Artikel 20

Vorliegendes Zusammenarbeitsabkommen wird für einen Zeitraum von zwei Jahren geschlossen, der 6 Monate nach Veröffentlichung der letzten Genehmigungsurkunde im Belgischen Staatsblatt beginnt. Es kann durch stillschweigende Verlängerung für zwei weitere Jahre erneuert werden, außer wenn eine Partei es sechs Monate vor Ende dieses zweijährigen Zeitraums mit schriftlicher Mitteilung an alle zuständigen Behörden kündigt. In diesem Fall bleibt das Abkommen für die übrigen Parteien bindend.

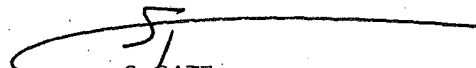
Am in fünf Urschriften in Niederländisch, Französisch und Deutsch in Brüssel aufgestellt, wovon jede Partei ein Exemplar erhält.

Für die Flämische Gemeinschaft

Der Ministerpräsident und Minister für Außenpolitik und unbewegliches Kulturerbe


G. BOURGEOIS

Der Flämische Minister für Kultur, Jugend, Medien und Brüssel

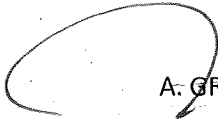

S. GATZ

Für die Französische Gemeinschaft

Der Ministerpräsident


R. DEMOTTE

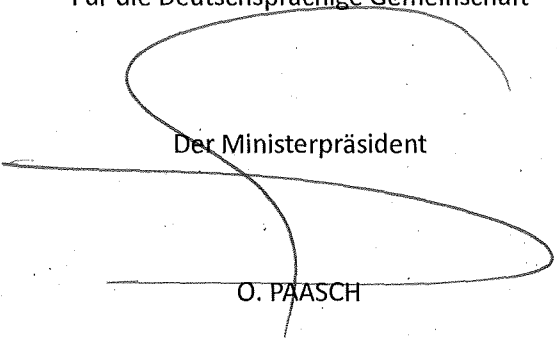
Die stellvertretende Ministerpräsidentin und Ministerin für Kultur und Kleinkinder



A. GREOLI

07 NOV. 2018

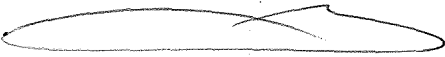
Für die Deutschsprachige Gemeinschaft



Der Ministerpräsident

O. PAASCH

Die Vize-Ministerpräsidentin, Ministerin für Kultur, Beschäftigung und Tourismus



I. WEYKMANS

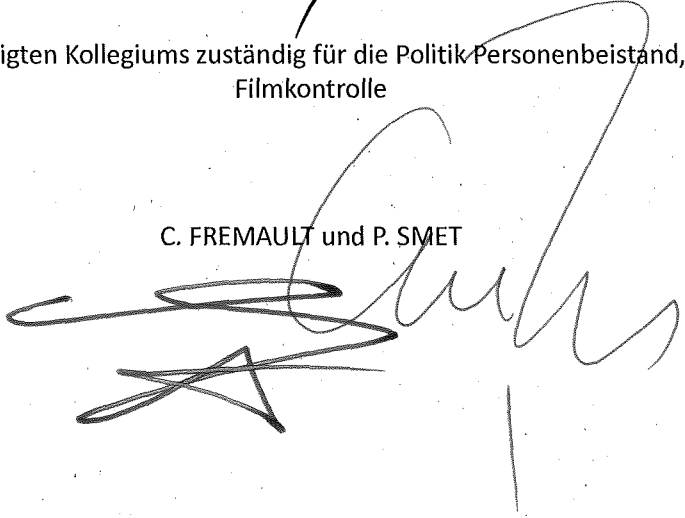
Für die Gemeinsame Gemeinschaftskommission Brüssel-Hauptstadt

Der Vorsitzende des Vereinigten Kollegiums, befugt für die Koordination der Politik des Vereinigten Kollegiums



R. VERVOORT

Die Mitglieder des Vereinigten Kollegiums zuständig für die Politik Personenbeistand, Familienpolitik und Filmkontrolle



C. FREMAULT und P. SMET

RÈGLEMENT POUR LA CLASSIFICATION DES FILMS QUI SONT PROJETÉS POUR LA PREMIÈRE FOIS DANS UN CINÉMA BELGE

Chapitre I^{er} : La classification

Article 1^{er}

§1^{er}. Le distributeur classe chaque film diffusé pour la première fois dans un cinéma belge et dont il a acquis les droits, selon le système de classification défini par les autorités compétentes. Si le système de classification le requiert, le distributeur suit des formations à cet effet et participe à des évaluations.

§ 2. Lorsqu'aucun distributeur n'est impliqué, le producteur qui possède les droits du film, peut se charger de la classification. Si le système de classification le requiert, le producteur suit des formations à cet effet et participe à des évaluations.

§ 3. Par dérogation aux paragraphes 1 et 2, la classification peut être opérée par le producteur, même si un distributeur est impliqué, à condition que les formations requises aient été suivies et que les évaluations requises aient eu lieu et que la responsabilité soit clairement définie.

§ 4. Par dérogation aux paragraphes 1, 2 et 3, le secrétariat pour la classification des films peut, dans des cas exceptionnels, assurer la classification d'un film sur demande de l'offreur qui possède les droits.

§ 5. La classification doit avoir lieu à un stade le plus précoce possible, afin que la classification selon l'âge et le contenu soit consultable publiquement dans le cinéma et sur le site Internet, lorsque le film est diffusé pour la première fois.

Chapitre II : Communication

Article 2

§ 1^{er}. Si la transmission de la classification au site Internet ne se fait pas automatiquement, le distributeur fournira la classification au secrétariat pour la classification des films dans les sept jours qui précèdent la première diffusion dans une salle de cinéma belge.

§ 2. Le distributeur informe l'exploitant du cinéma de la classification.

§ 3. Le distributeur veille à ce que la classification soit indiquée sur tous les supports promotionnels et d'information relatifs au film, à savoir : sur les affiches, annonces sur Internet, sites Internet, bandes-annonces, journaux et publicités, et respecte à cet effet les prescriptions du secrétariat pour la classification des films afin que la classification soit clairement visible et identifiable. Les rédactions sont responsables de la mention correcte des classifications telles que transmises par le distributeur.

§ 4. Si aucun distributeur n'est impliqué, c'est le producteur qui, conformément à l'article 2, § 2, se charge de la classification et est responsable pour les paragraphes 1 à 4 inclus du présent article.

Article 3

§ 1^{er}. L'exploitant du cinéma communique la classification au public, afin que le public soit informé de la classification dès l'achat d'un ticket. L'exploitant du cinéma communique la classification du film au moins lors de la communication de la programmation à l'accueil, dans le point de vente physique des tickets, sur le site Internet et dans l'environnement de vente électronique. À cet effet, l'exploitant du cinéma respecte les prescriptions du secrétariat pour la classification des films, afin que la classification soit clairement visible et identifiable.

§ 2. L'exploitant du cinéma projette la classification préalablement à la projection du film en question, et s'en tient aux prescriptions du secrétariat pour la classification de films, afin que les classifications soient clairement visibles et identifiables.

§ 3. L'exploitant du cinéma fait en sorte que le personnel en charge de la vente et le personnel en contact avec le public soient informés de la classification et de la signification du système de classification.

Article 4

§ 1^{er}. Pour la communication de la classification, les pictogrammes définis par le secrétariat pour la classification des films sont utilisés, et les prescriptions du secrétariat pour la classification des films sont respectées afin que la classification soit clairement visible et identifiable.

§ 2. La classification selon l'âge est toujours communiquée, avec un maximum de trois classifications selon le contenu. Les classifications selon le contenu les plus prépondérantes sont indiquées.

Chapitre III : Bande-annonce

Article 5

§ 1^{er}. Le distributeur (ou le producteur si d'application) communique la classification de la bande-annonce à l'exploitant de cinéma qui diffusera la bande-annonce.

§ 2. L'exploitant de cinéma veille à ce que la classification d'une bande-annonce selon l'âge ne dépasse pas la classification du film selon l'âge précédant la bande-annonce.

Chapitre IV : Plaintes

Article 6

§ 1^{er}. Toute personne qui peut justifier d'un intérêt, peut introduire une plainte contre une classification estimée incorrecte, une classification qui fait défaut, ou une communication incorrecte de la classification.

§ 2. Les plaintes anonymes ne sont pas traitées.

§ 3. La plainte est introduite par écrit et de manière motivée au secrétariat pour la classification des films, dans les deux semaines qui suivent le moment où le plaignant a subi un désagrément d'une éventuelle infraction.

Article 7

§ 1^{er}. La commission des plaintes évalue d'abord si la plainte est recevable. Le secrétariat pour la classification des films peut émettre des avis à ce sujet à la commission des plaintes. Ce n'est que si la plainte est recevable que la commission des plaintes évalue si la classification a été faite de manière correcte sur la base du système de classification, et si la classification a été communiquée correctement par chaque partie.

§ 2. Le prévenu qui s'est chargé de la classification fera en sorte, à ses propres frais, que la commission des plaintes puisse prendre connaissance du film. Si le film n'est pas en néerlandais, allemand ou français, celui-ci doit être sous-titré ou doublé dans au moins l'une des trois langues nationales officielles.

§ 3. Le prévenu peut, dans les deux jours ouvrables qui suivent le moment où il a été informé de la plainte, introduire une défense écrite au secrétariat.

§ 4. Lorsque le secrétariat prolonge les délais pour le traitement des plaintes et la défense, le prévenu en est informé.

§ 5. Le jugement après traitement d'une plainte est rendu public.

Article 8

§ 1^{er}. En cas de classification erronée, la commission des plaintes peut imposer les sanctions suivantes à l'offreur :

- une reclassification;
- une publication du jugement;
- un avertissement;
- une amende qui ne peut être inférieure à 250 euros et ne peut excéder 3.000 euros.

§ 2. En cas de communication incorrecte, la commission des plaintes peut imposer les sanctions suivantes à l'offreur ou à l'exploitant du cinéma :

- l'obligation d'une communication correcte;
- un avertissement;
- une publication du jugement;
- une amende qui ne peut être inférieure à 250 euros et ne peut excéder 3.000 euros.

§ 3. L'amende doit être payée dans le courant du premier mois suivant la communication de la sanction ;

§ 4. Les montants encaissés reviennent au secrétariat pour la classification des films diffusés dans les cinémas belges.

07 NOV. 2018

Nicky Dondt

Auth

REGLEMENT VOOR DE CLASSIFICATIE VAN FILMS DIE VOOR HET EERST VERTOOND WORDEN IN EEN BELGISCHE BIOSCOOP

Hoofdstuk I: De classificatie

Artikel 1

§1. De distributeur classificeert elke film die voor het eerst vertoond wordt in een Belgische bioscoop en waarvan hij de rechten heeft verworven, volgens het door de bevoegde overheden bepaalde classificatiesysteem. Indien het classificatiesysteem dit vereist, volgt de distributeur hiervoor vormingen, en participeert hij aan evaluaties.

§ 2. Wanneer er geen distributeur betrokken is, kan de producent die over de rechten van de film beschikt, de classificatie op zich nemen. Indien het classificatiesysteem dit vereist, volgt de producent hiervoor vormingen, en participeert hij aan evaluaties.

§3. In afwijking van §§1 en 2 kan de classificatie verricht worden door de producent, ook als een distributeur betrokken is, op voorwaarde dat de vereiste vormingen en evaluaties worden gevolgd en de aansprakelijkheid duidelijk wordt bepaald.

§4. In afwijking van §§1, 2 en 3 kan het secretariaat voor de classificatie van films, in uitzonderlijke gevallen de classificatie van een film, op vraag van de aanbieder die over de rechten beschikt, op zich nemen.

§5. De classificatie, dient in een zo vroeg mogelijk stadium te gebeuren, opdat de leeftijdsclassificatie en inhoudsclassificatie publiek consulteerbaar zijn in de bioscoop en op de website, wanneer de film in première gaat.

Hoofdstuk II: Communicatie

Artikel 2

§1. Indien de doorstroming van de classificatie naar de website niet automatisch verloopt, zal de distributeur, de classificatie binnen de zeven dagen voor de eerste vertoning in een Belgische bioscoopzaal bezorgen aan het secretariaat voor de classificatie van films.

§2. De distributeur informeert de bioscoopexploitant over de classificatie.

§3. De distributeur zorgt ervoor dat de classificatie vermeld wordt op alle dragers ter promotie en informatie betreffende de film, met name op affiches, aankondigingen op het internet, websites, trailers, kranten en publiciteit, en respecteert hiervoor de voorschriften van het secretariaat voor de classificatie van films opdat de classificatie duidelijk zichtbaar en herkenbaar is. De redacties zijn verantwoordelijk voor de correcte vermelding van de classificaties zoals door de distributeur doorgegeven.

§4. Indien er geen distributeur betrokken is, is de producent die conform artikel 2, §2, in staat voor de classificatie, verantwoordelijk voor de §§ 1 tot en met 4 van dit artikel.

Artikel 3

§1. De bioscoopexploitant communiceert de classificatie aan het publiek, opdat het publiek bij de aankoop van een ticket op de hoogte is van de classificatie. De bioscoopexploitant communiceert de classificatie van de film minstens bij de bekendmaking van de programmatie aan het onthaal, bij het fysieke verkooppunt van tickets, op de website en op de elektronische verkoopomgeving. De bioscoopexploitant respecteert hiervoor de voorschriften van het secretariaat voor de classificatie van films, opdat de classificatie duidelijk zichtbaar en herkenbaar is.

§2. De bioscoopexploitant projecteert de classificatie voorafgaand aan de vertoning van de desbetreffende film, en houdt zich hierbij aan de voorschriften van het secretariaat voor de classificatie van films, opdat de classificaties duidelijk zichtbaar en herkenbaar is.

§3. De bioscoopexploitant zorgt ervoor dat het verkopend personeel en het publiekspersoneel op de hoogte is van de classificaties en van de betekenis van het classificatiesysteem.

Artikel 4

§1. Voor de communicatie van de classificatie worden de door het secretariaat voor de classificatie van films vastgestelde pictogrammen gebruikt, en worden de voorschriften van het secretariaat voor de classificatie van films gerespecteerd opdat de classificatie duidelijk zichtbaar en herkenbaar is.

§2. De leeftijdsclassificatie wordt steeds gecommuniceerd, samen met maximum drie inhoudsclassificaties. De inhoudsclassificaties die het zwaarst doorwegen worden weergegeven.

Hoofdstuk III: Trailer

Artikel 5

§1. De distributeur (of producent indien van toepassing) communiceert de classificatie van de trailer aan de bioscoopexploitant die de trailer zal tonen.

§2. De bioscoopexploitant zorgt ervoor dat de leeftijdsclassificatie van een trailer, de leeftijdsclassificatie van de film voorafgaand waaraan de trailer wordt vertoond niet overstijgt.

Hoofdstuk IV: Klachten

Artikel 6

§1. Ieder persoon die een belang kan aantonen, kan klacht indienen tegen een onjuist geachte classificatie, het ontbreken van een classificatie, of een incorrecte communicatie van de classificatie.

§2. Anonieme klachten worden niet in behandeling genomen.

§3. De klacht wordt schriftelijk en gemotiveerd ingediend bij het secretariaat voor de classificatie van films binnen de twee weken vanaf het moment waarop de klager nadeel ondervond van een mogelijke overtreding.

Artikel 7

§1. De klachtencommissie oordeelt eerst of de klacht ontvankelijk is. Het secretariaat voor de classificatie van films, kan hierover advies verstrekken aan de klachtencommissie. Enkel indien de klacht ontvankelijk is, oordeelt de klachtencommissie of de classificatie correct is verlopen op basis van het classificatiesysteem, en of de classificatie door elke partij correct is gecommuniceerd.

§2. De beklaagde die instond voor de classificatie, zal op er eigen kosten voor instaan dat de klachtencommissie kennis kan nemen van de film. Indien de film niet Nederlandstalig, Duitstalig of Franstalig is, moet deze ondertiteld of gedubd zijn in minstens één van de drie officiële landstalen.

§3. De beklaagde kan binnen de twee werkdagen nadat hij op de hoogte is gesteld van de klacht, een schriftelijk verweerschrift indienen bij het secretariaat.

§4. Wanneer het secretariaat de termijnen voor de klachtenbehandeling en het verweerschrift verlengt, wordt de klager hiervan op de hoogte gesteld worden.

§5. De uitspraak na behandeling van een klacht wordt openbaar gemaakt.

Artikel 8

§1. Bij een verkeerde classificatie kan de klachtencommissie volgende sancties opleggen aan de aanbieder:

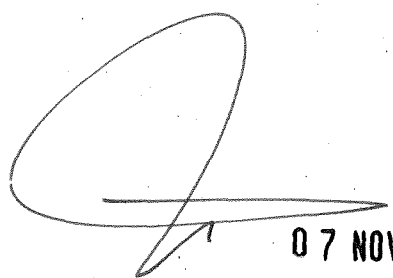
- een herclassificatie;
- een publicatie van de uitspraak;
- een waarschuwing;
- een boete die niet lager mag zijn dan 250 euro en niet hoger dan 3.000 euro.

§2. Bij een incorrecte communicatie kan de klachtencommissie volgende sancties opleggen aan de aanbieder of bioscoopexploitant:

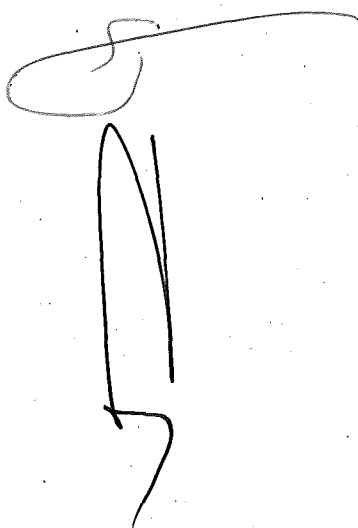
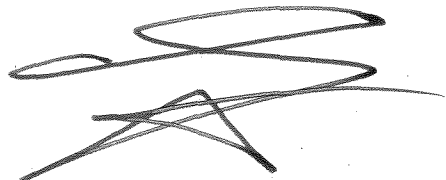
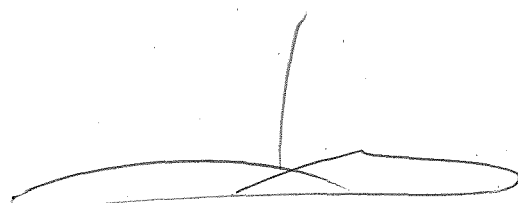
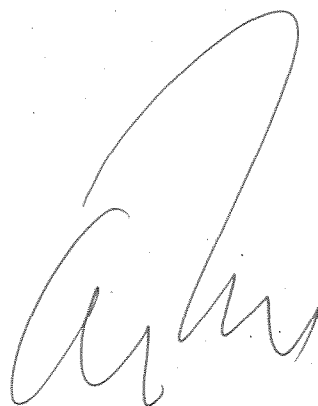
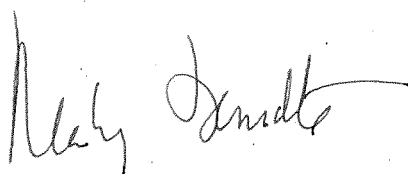
- de verplichting tot correcte communicatie;
- een waarschuwing;
- een publicatie van de uitspraak;
- een boete die niet lager mag zijn dan 250 euro en niet hoger dan 3.000 euro.

§3. Aan de boete moet binnen de eerste maand volgend op de communicatie van de sanctie, worden voldaan;

§4. De geïncasseerde bedragen komen ten goede aan het secretariaat voor de classificatie van films vertoond in Belgische bioscopen.



07 NOV. 2018



REGELWERK FÜR DIE EINSTUFUNG VON FILMEN, DIE ZUM ERSTEN MAL IN EINEM BELGISCHEN KINO VORGEFÜHRT WERDEN

Kapitel I: Einstufung

Artikel 1

§ 1. Der Filmverleiher stuft jeden Film, der zum ersten Mal in einem belgischen Kino vorgeführt wird und für den er die Rechte erworben hat, nach dem von den zuständigen Behörden festgelegten Klassifizierungssystem ein. Wenn das Klassifizierungssystem dies verlangt, belegt der Verleiher dazu Ausbildungsgänge und nimmt an Bewertungen teil.

§ 2. Wenn kein Filmverleiher beteiligt ist, kann der Produzent die Einstufung übernehmen, insofern er über die Filmrechte verfügt. Wenn das Klassifizierungssystem dies verlangt, belegt der Produzent dazu Ausbildungsgänge und nimmt an Bewertungen teil.

§ 3. In Abweichung von §§ 1 und 2 kann der Produzent den Film einstufen, auch wenn ein Verleiher beteiligt ist, unter der Bedingung, dass er die verlangten Ausbildungsgänge und Bewertungen belegt und die Haftung deutlich festgelegt wird.

§ 4. In Abweichung von §§ 1, 2 und 3 kann das Sekretariat für die Einstufung von Filmen in Ausnahmefällen die Einstufung eines Films auf Ersuchen des Anbieters, der über die Rechte verfügt, übernehmen.

§ 5. Die Einstufung hat in einem möglichst frühen Stadium stattzufinden, damit die Alterseinstufung und die Inhaltseinstufung im Kino und auf der Internetseite öffentlich eingesehen werden können, wenn der Film Premiere feiert.

Kapitel II: Kommunikation

Artikel 2

§ 1. Wenn die Weiterleitung der Filmeinstufung zur Internetseite nicht automatisch erfolgt, teilt der Verleiher dem Sekretariat für die Einstufung von Filmen innerhalb von sieben Tagen vor der ersten Vorführung in einem belgischen Kino mit, wie der Film eingestuft ist.

§ 2. Der Verleiher informiert den Kinobetreiber über die Einstufung.

§ 3. Der Verleiher sorgt dafür, dass die Einstufung auf allen Werbe- und Informationsträgern für den Film, besonders auf Plakaten, Ankündigungen im Internet, Webseiten, Trailern, Zeitungen und Werbungen,

angegeben wird und hält dabei die Vorschriften des Sekretariats für die Einstufung von Filmen ein, damit die Einstufung deutlich sichtbar und erkennbar wird. Die Redaktionen sind für die korrekte Wiedergabe der vom Verteiler angegebenen Einstufungen verantwortlich.

§ 2. Wenn kein Verteiler beteiligt ist, ist der Produzent, der laut Artikel 2 § 2 für die Einstufung entsteht, verantwortlich für die §§ 1 bis 4 einschließlich dieses Artikels.

Artikel 3

§ 1. Der Kinobetreiber teilt der Öffentlichkeit die Einstufung mit, damit sie beim Kauf einer Eintrittskarte über die Einstufung Bescheid weiß. Der Kinobetreiber teilt mindestens bei der Bekanntmachung des Filmprogramms am Empfang, an den Eintrittskartenverkaufsstellen, auf der Internetseite und im elektronischen Verkaufsumfeld mit, wie der Film eingestuft ist. Der Kinobetreiber hält dabei die Vorschriften des Sekretariats für die Einstufung von Filmen ein, damit die Einstufung deutlich sichtbar und erkennbar wird.

§ 2. Der Kinobetreiber projiziert die Einstufung auf die Leinwand vor der Vorführung des betreffenden Films und hält dabei die Vorschriften des Sekretariats für die Einstufung von Filmen ein, damit die Einstufung deutlich sichtbar und erkennbar wird.

§ 3. Der Kinobetreiber sorgt dafür, dass sowohl das Verkaufspersonal als das Betreuungspersonal Bescheid weiß über die Einstufungen und die Bedeutung des Klassifizierungssystems.

Artikel 4

§ 1. Für die Mitteilung, wie ein Film eingestuft ist, sind die vom Sekretariat für die Einstufung von Filmen festgelegten Piktogramme zu verwenden und die Vorschriften des Sekretariats für die Einstufung von Filmen einzuhalten, damit die Einstufung deutlich sichtbar und erkennbar wird.

§ 2. Die Alterseinstufung wird immer zusammen mit maximal drei Inhaltseinstufungen mitgeteilt. Die Inhaltseinstufungen, die am stärksten ins Gewicht fallen, werden wiedergegeben.

Kapitel III: Trailer

Artikel 5

§ 1. Der Verteiler (oder gegebenenfalls der Produzent) teilt dem Kinobetreiber, der den Trailer vorführen wird, mit, wie der Trailer eingestuft ist.

§ 2. Der Kinobetreiber sorgt dafür, dass die Alterseinstufung eines Trailers nicht höher ausfällt als die

Alterseinstufung des Films, vor dem der Trailer gezeigt wird.

Kapitel IV: Beschwerden

Artikel 6

§ 1. Jede Person, die ein Interesse nachweisen kann, kann Beschwerde gegen eine seines Erachtens falsche Einstufung, gegen das Fehlen einer Einstufung oder gegen eine falsche Mitteilung der Einstufung einreichen.

§ 2. Anonyme Beschwerden werden nicht behandelt.

§ 3. Die Beschwerde wird innerhalb von zwei Wochen ab dem Zeitpunkt, wo sich der Beschwerdeführer durch einen möglichen Verstoß benachteiligt fühlt, schriftlich und mit entsprechender Begründung beim Sekretariat für die Einstufung von Filmen eingereicht.

Artikel 7

§ 1. Der Beschwerdeausschuss befindet zuerst darüber, ob die Beschwerde zulässig ist. Das Sekretariat für die Einstufung von Filmen kann den Beschwerdeausschuss hierbei beraten. Nur wenn die Beschwerde zulässig ist, entscheidet der Beschwerdeausschuss darüber, ob die Einstufung nach dem Klassifizierungssystem korrekt abgelaufen ist und ob jede Partei korrekt mitgeteilt hat, wie die Einstufung lautet.

§ 2. Der für die Einstufung verantwortliche Beklagte sorgt auf eigene Kosten dafür, dass der Beschwerdeausschuss Kenntnis vom Film nehmen kann. Wenn es sich nicht um einen niederländischsprachigen, französischsprachigen oder deutschsprachigen Film handelt, muss dieser in mindestens einer der drei amtlichen Landessprachen untertitelt oder nachsynchronisiert sein.

§ 3. Der Beklagte kann innerhalb von zwei Werktagen, nachdem er Kenntnis von der Beschwerde erhalten hat, eine Verteidigungsschrift beim Sekretariat einreichen.

§ 4. Wenn das Sekretariat die Frist für die Behandlung der Beschwerde und für die Verteidigungsschrift verlängert, wird der Kläger darüber informiert.

§ 5. Das nach der Behandlung einer Beschwerde erfolgte Entscheidung wird bekanntgemacht.

Artikel 8

§ 1. Bei einer falschen Einstufung kann der Beschwerdeausschuss folgende Sanktionen gegen den Anbieter verhängen:

- eine Neueinstufung,
- eine Veröffentlichung der Entscheidung,
- eine Warnung,
- ein Bußgeld von mindestens 250 Euro und höchstens 3.0000 Euro.

§ 2. Bei falscher Mitteilung der Einstufung kann der Beschwerdeausschuss folgende Sanktionen gegen den Anbieter oder den Kinobetreiber verhängen:

- die Verpflichtung, die richtige Einstufung mitzuteilen;
- eine Warnung,
- eine Veröffentlichung der Entscheidung,
- ein Bußgeld von mindestens 250 Euro und höchstens 3.0000 Euro.

§ 3. Das Bußgeld ist innerhalb des ersten Monats nach Mitteilung der Sanktion zu zahlen.

§ 4. Die kassierten Beträge gehen an das Sekretariat für die Einstufung der in belgischen Kinos vorgeführten Filme.

07 NOV. 2018

Handwritten signature: Kelly Schmidt

Handwritten signature

Handwritten signature

Handwritten signature

Large handwritten signature

Handwritten signature

Handwritten signature